



# PRÉFET DE LA VIENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA VIENNE

**La Préfète de la Vienne**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier du Mérite Agricole

### Projet soumis à consultation publique

#### Arrêté départemental

n°2021-~~XXX~~-DDT-SEB en date du ~~XX XXX~~ 2021

#### **portant délimitation d'une zone de protection des aires d'alimentation en eau potable des captages des Cantes et des Renardières dans les communes de La Chapelle Bâton, Charroux, Mauprévoir, Payroux, Saint Romain (86).**

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu la directive 75/440/CEE du 16 juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau pour la consommation humaine ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et notamment son article 7.3 ;

Vu la loi 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et notamment son article 21 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-3, L.212-1 et R.211-110 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.114-1 à L.114-3 et R.114-1 à R.114-10 ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles R.1321-1 à R.1321-42 ;

Vu les lois n° 2009-967 du 3 août 2009 et n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dites Lois Grenelle 1 et 2 ; et notamment la liste des captages prioritaires ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de la préfète de la Vienne, Madame Chantal Castelnot ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet de la région Centre, préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne, portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2015 du préfet de la région Occitanie, préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne, portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral régional du 12 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole pour la région Nouvelle-Aquitaine ;

Vu les arrêtés préfectoraux :

- du 8 octobre 2009 autorisant le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Charroux et le syndicat mixte d'étude et de production d'eau potable (SMEPEP) de Charroux-Civray à prélever des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir du captage au supra-toarcien de la source des Cantes, commune de Charroux dans le département de la Vienne ;
- du 19 septembre 2013 autorisant le Syndicat d'Eau et d'Assainissement du Sud Vienne (SEASV.) à prélever, traiter et distribuer des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir du captage au supra-toarcien des Renardières (forages F1 et F2), commune de Saint Romain dans le département de la Vienne ;

et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs à la dérivation de ces eaux

souterraines, à l'exploitation et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine, et à la mise en place des périmètres de protection ;

Vu le **transfert à Eaux de Vienne**

Vu la délibération DL/CA/18-69 du conseil d'administration de l'agence de l'eau Adour-Garonne du 12 novembre 2018 ;

Vus les contrats territoriaux « Re-Sources » 2015-2019 du 12 juin 2015 et **2021-2026 du XX XX XX**, conclus par la collectivité gestionnaire pour les captages des Bouquets, des Champs, des Renardières, des Cantes et de Bellevue ;

Vu la demande d'Eaux de Vienne du 15 mars 2019 sollicitant le classement en ZSCE des captages du Sud Vienne ;

Vu les résultats de la nouvelle étude de délimitation des aires d'alimentation de captages, présentée en comité de pilotage du 30 mars 2021 ;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture de la Vienne du 28 juillet 2021 ;

Vu l'avis de la chambre d'agriculture des Deux-Sèvres du 6 août 2021 ;

Vu l'avis favorable de la commission locale de l'eau du SAGE Charente du 19 juillet 2021 ;

Vu l'avis favorable de la commission locale de l'eau du SAGE Clain du 29 juillet 2021 ;

Vu la consultation publique qui s'est déroulée du **1er octobre 2021 au 22 octobre 2021** sur le site internet des services de l'Etat de la Vienne et des Deux-Sèvres ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Vienne du **(à compléter à l'issue de la consultation publique et selon la date de tenue du CODERST concerné) ;**

-----  
Considérant que ce captage figure dans la liste des 1000 captages prioritaires déterminés en réponse à la conférence environnementale de septembre 2013 ;

Considérant que ces captages figurent dans la liste des captages à protéger contre les pollutions diffuses par les nitrates et les pesticides des SDAGE des bassins Adour-Garonne et Loire-Bretagne 2016-2021 ;

Considérant l'évolution des teneurs en nitrates mesurées aux captages ces dernières années, de 50 mg/l en moyenne, avec des pics de concentration jusqu'à 59 mg/l ;

Considérant la présence de résidus de produits phytosanitaires dans les eaux des captages, et en particulier de traces d'herbicides et de leurs métabolites, avec des pics de concentration au-delà des seuils prévus au contrat territorial ;

Considérant la condition de mise en œuvre d'une ZSCE pour le financement des programmes « ReSources » par l'agence de l'eau Adour-Garonne ;

Considérant la nécessité de pérenniser les actions du programme « ReSources » ;

Considérant qu'il convient donc de délimiter l'aire d'alimentation de ces captages au sens de l'article L.211-3-5 du code de l'environnement, afin d'y établir un programme d'actions dans le but d'assurer la protection de cette ressource ;

Considérant la nécessité d'identifier précisément le tracé du contour de la zone de protection de l'aire d'alimentation, et la méthode de délimitation à la parcelle, exposée lors de la consultation institutionnelle ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Vienne ;

## ARRÊTE

### **Article 1 : Zone de protection**

Une zone de protection de l'aire d'alimentation des captages des Cantes et des Renardières est délimitée par le périmètre fixé selon la cartographie annexée au présent arrêté.

Cette zone de protection concerne le territoire des communes de La Chapelle Bâton, Charroux, Mauprévoir, Payroux, Saint Romain, en Vienne.

### **Article 2 : Programme d'actions**

Un programme d'actions est défini pour application dans la zone de protection ainsi délimitée, en vue d'améliorer la qualité des eaux des captages ; il fait l'objet d'un arrêté spécifique.

### **Article 3 : Publication**

Le présent arrêté est affiché en mairies des communes concernées par la zone de protection, définie à l'article 1er ci-dessus pendant une durée d'au moins un mois.

Il est également mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Vienne pendant une durée minimale d'un an et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

### **Article 4 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### **Article 5 : Exécution et notification**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Vienne ;
- et dont copie sera adressée au directeur général de l'agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine, à la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, au directeur de l'agence de l'eau Adour-Garonne, au directeur de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, aux présidents des chambres d'agriculture de la Vienne et des Deux-Sèvres, et aux maires des communes concernées.

Le XX/XX/2021,

A Poitiers,

La préfète

Chantal CASTELNOT

Annexe : carte de la zone de protection de l'aire d'alimentation des captages